
DISPOSITIONS PARTICULIERES
DE LA ZONE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE TAHITI MAHANA BEACH
PRESENTATION DES MESURES

Vendredi 22 août 2014 – Présidence de la Polynésie française

Vous le savez, c'est le projet du Groupe 70 de Hawaii qui a été retenu pour Tahiti Mahana Beach. Une étude poussée a été réalisée par une Commission technique composée d'ingénieurs, d'architectes, de chefs d'entreprises. Puis, le projet a été soumis à un jury présidé par moi. Au moment du vote, je me suis retiré et n'ai pas participé à la décision.

Pendant deux semaines, nous avons apporté des modifications qui ont amélioré le projet. Ce travail a été réalisé en accord parfait avec le concepteur Monsieur Francis ODA, grâce à un système de visio-conférence de pointe.

Des investisseurs de Chine, d'Indonésie, de Malaisie, de Singapour et d'ailleurs sont intéressés par notre projet. Pour mettre le maximum de chance de notre côté, notre préoccupation a été de réduire les coûts de ce projet.

Notre objectif est double.

- 1. Le premier objectif est de repositionner la Polynésie française sur la carte touristique mondiale.** Pour cela, nous devons lancer ces grands projets pour attirer les touristes et rendre notre destination plus attractive et moins chère. Nous travaillons à l'étude des coûts d'exploitation de ce complexe et à sa rentabilité, c'est ce que les investisseurs regarderont en priorité.

Ce n'est un secret pour personnes, notre destination cumule déjà certains handicaps :

- elle est lointaine et peu desservie, donc le prix du billet d'avion est élevé,

- elle est chère et le coût de la main d'œuvre n'est pas compétitive au regard de ce qui existe à Fiji, aux Maldives, à Maurice, aux Seychelles, pour ne citer qu'elles.

Elles sont nos concurrentes et sont toutes passées devant nous.

La défiscalisation ne peut plus s'appliquer à nos grands projets.

Nous avons dû rechercher des mesures innovantes, que nous créons pour compenser ce manque de défiscalisation.

2. Notre second objectif est de donner du travail aux Polynésiens. Ils ont perdu leur emploi par milliers au cours de la décennie écoulée.

Des milliers de familles sont dans la misère. Seuls ces grands projets sont de nature à créer des emplois en nombre suffisant pour permettre à ces familles de recouvrer la dignité.

C'est le double défi auquel nous sommes confrontés, dans un contexte de crise économique durable et de manque de ressources. Laisser la situation en l'état actuel et attendre que quelque chose se passe n'était pas concevable. Il faut avoir le courage de proposer des solutions.

Tout le monde partage le même constat, que la situation de l'emploi va mal. Mais personne ne propose rien, tout le monde s'arc-boute sur ses acquis. Tout le monde critique tout. C'est le jeu facile de l'opposition contre tout, mais elle ne propose rien. Tout le monde est d'accord pour tout changer, mais chez les autres.

Or, il faut avancer, repousser les frontières du possible. Notre redressement est à ce prix. Prenons nos responsabilités.

Ce que nous proposons, c'est de créer **une zone de développement économique prioritaire**.

A l'intérieur de cette zone géographiquement bien délimitée par la loi, nous prendrons dans plusieurs domaines, des mesures attractives pour les investisseurs. Sans ces mesures, personne ne viendrait investir chez nous pour les raisons que je vous ai indiquées plus haut.

Je vais commencer par évoquer les mesures, concernant le coût du travail, qui ne semblent pas avoir été comprises.

Elles ne s'appliquent que :

- A l'intérieur de la zone
- Pour des nouveaux emplois
- Pour une période limitée

que nous avons fixé à 3 ans, correspondant à la période de construction.

Il ne s'agit pas de modifier les règles du code du travail mais de créer des dispositions particulières pour un objectif de développement.

Je suis surpris d'entendre certains, assurés d'être payés à la fin du mois, contester la possibilité pour un chômeur qui recherche du travail d'obtenir enfin un emploi, même à 120.000 francs, plutôt que de n'avoir aucun revenu. D'autant que l'effet des grands projets se diffusera dans tout notre Pays et créera des emplois induits.

Préférons-nous la misère absolue ou acceptons-nous de prendre un risque limité dans l'espace et dans le temps pour réamorcer le cercle vertueux du développement ?

Ma réponse est claire : c'est le redémarrage du développement que je veux.

Les conditions particulières du travail dans la zone de développement prioritaire de Mahana Beach constituent une partie de l'ensemble des dispositions dont certaines existent déjà, et que nous regrouperons dans un texte qui pourra être présenté aux investisseurs.

Le texte général comportera donc :

- les règles régissant la location des terrains domaniaux, qui ne seront jamais vendus.

- La loi cadre comportera également des mesures d'exonérations fiscales liées à un certain nombre de conditions : importance de l'investissement (pour la zone de Mahana Beach, il s'agit de 40 milliards), emploi de la main d'œuvre polynésienne, valeur ajoutée locale.

En effet, ce qui justifie l'effort sans précédent que nous faisons, c'est de faire venir des investisseurs en étant assez attractifs mais surtout que leurs investissements aient un effet d'entraînement pour notre économie.

C'est pourquoi, il n'y aura pas d'immigration de main d'œuvre étrangère et que l'importation d'éléments préfabriqués sera découragée.

Enfin, tous les investisseurs contribueront, à raison de 2% du montant de leurs importations, au fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté, car nous ne voulons oublier personne.

Si nous avons le courage de mettre en œuvre l'ensemble des mesures que nous avons mis au point, c'est tout le Pays qui revivra.

Et vous les élus de Punaauia, vous serez à la tête de la commune exemplaire en matière de développement et peut-être, la plus riche de Polynésie française.

Je l'ai dit devant les partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, et je le redis haut et fort ici : **si nous ne parvenons pas à réaliser ce projet de Tahiti Mahana Beach ainsi que les autres projets en préparation, nous sommes foutus, nous replongerons dans la crise où nous avait conduit Oscar TEMARU.**

Je me bats pour notre jeunesse, pour mon Pays. Je me battrais jusqu'au bout, car j'ai la foi et la volonté de réussir. J'ai la conviction que, ensemble nous réussirons.

Je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions. Je suppose qu'elles sont nombreuses
